

La gratuité est-elle possible?

Texte:
Julien Thomas

Dans leurs promesses de campagne, plusieurs partis se sont emparés de la question... Le "gratuit" divise encore les économistes et se décline en interrogations capitales. Car, dans le fond, quels services d'intérêt général offrir sans contrepartie? Et à qui?

L'immense bibliothèque centrale d'Amsterdam n'impressionne pas que par son aspect ultramoderne. Livres et CD disponibles à l'emprunt, studio de radio, cafétéria panoramique, 490 ordinateurs branchés au wi-fi, espace de lecture de 1.000 places assises ou encore rayonnages pleins de journaux du monde entier. Pour ouvrir l'une des plus grandes bibliothèques d'Europe, les autorités locales ont déboursé 88 millions d'euros. Tout n'y est évidemment pas gratuit. Mais l'accès

à la confortable salle de lecture ne vous coûtera rien. Mais ce sont probablement les heures d'ouverture qui attirent le plus l'attention: de 8 h à 22 h en semaine et de 10 h à 22 h le week-end. Soit 94 heures par semaine. →

→ Attachés au libéralisme, nos voisins bataves savent se montrer pragmatiques quand ils l'estiment nécessaire. Et offrir un espace de calme, de culture et au chaud à leurs citoyens et aux voyageurs en fait partie. *"Dans cette période d'agitation, les gens ont besoin de pouvoir se couper totalement, d'être tranquilles. C'est nouveau pour nous. Les bibliothèques s'orientent de façon permanente vers un nouveau rôle de valeur ajoutée pour la société"*, explique en 2013 le responsable des bibliothèques publiques du pays dans le quotidien *De Volkskrant*. Avec des effets parfois sous-estimés: offrir aux plus précarisés un endroit où passer la journée en hiver et aux jeunes indépendants un espace de coworking.

En 2016, mais à Bruxelles cette fois, un service gratuit d'un tout autre genre voit le jour: des toilettes publiques. L'exemple peut paraître trivial. Mais ce qu'il montre est pourtant fondamental: ce qui était payant peut redevenir gratuit. *"Il faut de plus en plus payer pour aller aux toilettes dans l'Horeca. Or, accéder à des toilettes, je trouve ça légitime. Et même quand c'est gratuit dans un bar, c'est souvent impossible d'accès pour les personnes à mobilité réduite"*, explique Karine Lalieux (PS), l'ancienne échevine bruxelloise de la Propreté publique, qui a eu cette initiative. Dans la commune voisine d'Ixelles, on envisage de suivre le mouvement. *"La nouvelle majorité est d'accord d'étudier la question. Un premier emplacement me paraît indiqué, c'est la place Fernand Cocq"*, indiquait en février dernier un membre de la majorité dans *Sudpresse*. Au final, les sanitaires publics brillent aujourd'hui par leur rareté en Belgique. Le succès semble pourtant au rendez-vous. Les deux installations ouvertes à Namur en mars 2018 ont attiré 18.000 usagers les six premiers mois.

Les services pris en charge par la collectivité prennent donc parfois des formes inattendues. Du moins pas celles qui occupent souvent la scène médiatique comme l'enseignement, la santé ou les transports en commun. À l'approche des élections de mai prochain, puisque différents partis font de la gratuité totale pour ces matières une promesse de campagne, nous avons interrogé plusieurs économistes à propos de la pertinence, la faisabilité, ou encore le coût et le bénéfice pour la société d'offrir certains services d'intérêt général gratuitement. Le sujet est d'autant plus d'actualité que la gratuité partielle est parfois présentée comme une alternative au revenu universel. Ce montant minimal octroyé sans conditions à chaque citoyen, l'Italie le teste depuis mars dernier auprès des plus démunis. Mais la Finlande l'avait mis en place en 2017, à titre limité et expérimental, avant de finalement l'abandonner.

**"Ne plus rien payer
pousserait à ne plus
surveiller sa consommation."**

Totale ou partielle?

Pour autant, le relatif insuccès de cette mesure ne condamne pas par essence d'autres formes de gratuité. Gratuité totale ou partielle? Limitée à la frange la plus précarisée de la population, comme le propose Bruno Colmant? Ou bénéficier à tous sans distinction de revenus, comme le réclame son confrère Paul Jorion? La nuance est importante. Les deux options ne sous-entendent pas tout à fait le même projet de société. "La gratuité totale pour tous, il n'y a pas de raison et ça créerait un effet d'aubaine. On créerait aussi peut-être du fonctionnariat. Je suis pour une gratuité intelligente. Par exemple, que quelqu'un en dessous du salaire médian ne paie pas ou paie moins pour ses soins de santé que les autres", indique Bruno Colmant. Philippe Defeyt, lui, n'est pas non plus "fan" de la gratuité totale. "Tout ce qui est totalement gratuit n'a plus de valeur et ça pousse à faire moins attention à sa consommation." À l'inverse, ne pas rendre gratuit l'indispensable pour tous dénaturerait l'idée même de gratuité, maintient Paul Jorion.

Gratuité. Un mot trompeur finalement. Car l'expression "rien n'est gratuit" comporte sans doute un fond de vérité. "Le concept est trompeur.

Un système est toujours payé: soit par l'utilisateur, soit par la collectivité", indique Axel Gautier, chargé de cours à HEC-École de gestion de l'Université de Liège. "L'État a souvent de bonnes raisons pour subventionner des secteurs. En finançant les transports en commun, on contribue à décongestionner les routes. C'est le concept des externalités, c'est-à-dire qu'il y a des bénéfices pour les autres personnes que les usagers d'un service. Mais je ne vois pas de raison de faire du gratuit une généralité. Il faut trouver le meilleur moyen d'atteindre ses objectifs avec les moyens dont on dispose." Au-delà des éventuels bénéfices d'externalité, le choix s'avère souvent un choix politique.

À la veille des élections, la Ligue des familles a en tout cas choisi son cheval de bataille. Ce sera l'enseignement. "L'école gratuite est prévue dans la Constitution. La Flandre en est proche pour les élèves de maternelle et primaire. Dans l'enseignement francophone par contre, à peine 9 % des parents ne doivent pas acheter le matériel scolaire de base. Pour nous, l'école comprend l'enseignement, les fournitures, les garderies et le temps de midi, insiste son porte-parole. Si c'est surtout la Fédération Wallonie-Bruxelles qui a les cartes en main pour changer la donne, les communes et les écoles ont aussi un rôle à jouer." L'instauration de la gratuité des garderies du midi dans les écoles communales de Molenbeek depuis le 1^{er} mars dernier doit donc réjouir l'association. Dès son arrivée au pouvoir en automne dernier, la bourgmestre Catherine Mouraux (PS) est ainsi revenue sur une décision

de l'ancienne majorité, prise en raison des difficultés financières de l'entité.

Garderies non payantes

"Pour certaines familles, cela représente un budget important. Des mamans venaient reprendre leurs enfants au lieu de chercher du travail ou suivre une formation. C'est une politique d'aide aux familles, mais aussi d'aide aux femmes", explique la socialiste. Du côté de Charleroi, on a été plus loin. Les autorités locales ont rendu non payantes les trois garderies, celles du matin, du midi et du soir. Résultat: le nombre d'inscrits a doublé le matin et en soirée, et triplé le mercredi après-midi. "En 2018, le service concerne quelque 20.000 familles et près de 23.000 élèves dans les écoles de l'entité, tous réseaux confondus", se félicite la commune. La mesure représente un coût annuel de 4 millions d'euros pour les finances locales. Soit 3,2 en dépenses de personnel en plus et 0,8 en perte de recettes. Du côté de Molenbeek, la mesure n'est pas neutre. Le manque à gagner s'élève à 286.000 euros. On en revient au choix politique. →

→ Et donc aussi aux objectifs poursuivis. Tant à Molenbeek que Charleroi, ceux-ci sont clairs: démocratiser davantage l'enseignement et favoriser l'emploi. Les finalités, voilà ce qui fait parfois défaut dans le débat sur la gratuité des transports en commun. En cette période de campagne électorale, de nombreux partis politiques rasant gratis et la promettent. Mais dans quel but? Souvent la lutte contre la congestion automobile. Mais dans ce cas, la proposition tombe à plat. La majorité des économistes, mais aussi les entreprises concernées sont d'accord: seule une amélioration de l'offre incitera les voyageurs à abandonner leur voiture. "Il y a quelques années, un projet de gratuité a été instauré en Flandre. Les automobilistes n'ont pas été séduits et ce sont les piétons et les cyclistes qui en ont profité. Le projet a été abandonné", pointe Tom Truyts, professeur d'économie à l'Université Saint-Louis. Et les usagers ne financent déjà en outre qu'une petite partie de leur

trajet. "L'usager des TEC paie 27 % du coût réel du trajet. À la Stib, les autorités subsidient à 50 %", explique Stéphane Thierry, directeur marketing et mobilité de TEC. L'exemple de Dunkerque, première ville française de 200.000 habitants à rendre ses transports en commun non payants, est à prendre avec des pincettes. "Tout dépend de la finalité. La mesure apparaît surtout pertinente dans une ville qui combine pollution, manque d'attractivité économique et forte précarité. Elle sera plus difficile à mettre en œuvre dans une ville au réseau déjà saturé", observe Maxime Huré, chercheur à l'université de Perpignan. Avec sa proposition de chèques-énergie, logement et eau, Philippe Defeyt pour sa part connaît très bien ses objectifs. Il s'agit d'assurer la gratuité de l'indispensable. Et de mettre fin à une incongruité, celle où consommer beaucoup s'avère plus intéressant financièrement: "Je prône un système qui vise une consommation minimale garantie. Cela pourrait être aussi pour le téléphone et Internet par exemple. Une certaine partie serait accessible gratuitement. Pour l'énergie, ce serait les 500 premiers kWh par an. Ce qui serait consommé ensuite serait en revanche plus cher. Pour le logement, il y aurait un bon de 500 à 600 euros", explique l'économiste.

“L’État social existait après la guerre. À l’époque, l’enseignement et la santé ne coûtaient vraiment pas un franc.”

Les biens indispensables

Le sujet fait aussi l’objet d’une réflexion du côté du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté depuis un certain temps. Et la conclusion peut surprendre de prime abord. *“On ne pense pas que tout doit être gratuit car on sait que les finances de l’État ne sont pas illimitées. Mais il peut y avoir une gradation. Pour-*

Paul Jorion

“La gratuité coûte moins cher que la pauvreté”

Anthropologue, économiste et professeur de l’université catholique de Lille, il se penche sur le sujet depuis des années. Il prône un changement de société radical. - Interview: Julien Thomas -

Il fut dès 2005 un des premiers à prédire la crise des subprimes aux États-Unis, le cataclysme économique à l’origine du tsunami financier de 2008 qui a ébranlé l’Europe. Un temps partisan du revenu universel, le chercheur appelle désormais plutôt à rendre gratuit l’indispensable. Ses propositions en la matière vont beaucoup plus loin que celles de la plupart des chercheurs. →

Pourquoi défendez-vous désormais la gratuité plutôt que le revenu universel de base?
PAUL JORION - J’ai été longtemps acquis au concept, mais j’ai fait une carrière de 18 ans dans

la banque et je me suis dit que c’était une très mauvaise idée. Je travaillais dans des établissements où dès qu’un nouveau type de revenu voyait le jour dans la population, une commission se mettait en place pour voir comment mettre la main dessus. C’est la culture de la finance, de la banque. Elles y réfléchissent de manière délibérée. Ce n’est même pas caché.

quoi ne pas rendre gratuit un nombre de m³ d’eau et de kWh? Pour beaucoup de personnes, l’eau coûte trop cher. Par contre, la rendre gratuite à 100 % pour que des ménages puissent remplir leur piscine à charge de la collectivité, non”, explique sa secrétaire générale Christine Mahy. Les membres de son association ont listé les biens jugés indispensables mais trop chers. Vient d’abord l’eau, puis la mobilité, l’enseignement et la santé. *“Certaines personnes ont une sous-mobilité. On pourrait aussi prévoir un nombre d’allers-retours gratuits en transports par personne”,* note encore Philippe Defeyt.

Faire preuve d’ambition et de créativité en termes de gratuité représente aujourd’hui un enjeu majeur. Car l’État-providence s’effiloche à un rythme constant depuis la crise économique de 2008. Ce discours, l’économiste Paul Jorion n’est désormais plus seul à le tenir. Bruno Colmant, qui fut notamment directeur de cabinet de Didier Reynders (MR) et président de la Bourse de Bruxelles, le reprend désormais à son compte: *“Je plaide pour retrouver l’État social qui existait après la guerre. L’enseignement et la santé ont vraiment été gratuits un jour... Mais depuis 2008, nous sommes en guerre économique”.* *

Quelles étaient vos fonctions dans les banques?

J’ai toujours travaillé aux sièges, là où on prend les décisions, où on change les choses. On m’a d’abord demandé, dans les années 90, de faire du trading automatique. Comment allait-on remplacer des êtres humains par des machines? Par la suite, je suis devenu un spécialiste des prix. Je fixais le taux qu’on allait demander aux gens pour l’argent prêté. Mais il n’y a pas que la banque qui va chercher à ponctionner chaque nouveau revenu. Il y a toute l’économie. Un exemple que je donne souvent, c’est quand, en 2009, on a dit “on va relancer l’économie et donner 4.000 dollars à tous les jeunes ménages qui veulent acheter une maison”. Le lendemain matin, le prix de toutes les maisons avait augmenté de 4.000 dollars. Logique de marché.

Que proposez-vous?

Les chèques, l’argent liquide qu’on donne aux gens, ce n’est pas protégé. Ni contre le mauvais usage que ceux-ci peuvent en faire d’ailleurs. On peut leur donner 500 euros et ils peuvent acheter pour 500 euros de billets de Lotto.

La gratuité est beaucoup plus réaliste?

Oui. Les chèques-repas que les entreprises donnent chez nous n’ont jamais fait l’objet d’un trafic. Ces systèmes sont protégés. Et puis, la gratuité, à partir des années 50, a pratiquement existé telle quelle dans nos pays pour la santé et l’éducation. Il n’y avait pas un trafic de minerval caché! La gratuité met à l’abri de la prédation.

Cela a existé en Belgique?

Oui, il y a eu une époque où c’était normal qu’on aille faire des études pour rien. Très vite, il a fallu payer un droit d’inscription, etc. Mais la Belgique est encore très protégée pour l’éducation par rapport par exemple aux États-Unis.

Qu'est-ce qui devrait idéalement être gratuit?

Il faut d'abord revenir à la gratuité totale pour la santé et l'éducation. Il y a une proposition récente de l'économiste Philippe Defeyt, qui me citait d'ailleurs, sur des bons de 500 euros que chacun pourrait utiliser pour du logement. Pourquoi ne pas donner ça à tous? Pour toutes les familles, eh bien il y aurait des bons pour la nourriture élémentaire du ménage. D'ailleurs, on a connu ça en Belgique aussi, on appelait ça du rationnement.

Votre bon me rappelle votre histoire des 4.000 euros. C'est pareil, non?

Pas du tout, car ce n'est pas monnayable! Ce sont des bons. Il ne faut pas se dire que c'est de l'argent! Ce sont des bons qui fonctionnent dans un marché à eux, fermé.

Un bon vaudrait pour un loyer entier?

Non, la proposition, c'est 500 euros. Si vous avez un loyer de 500 euros, vous n'avez rien à payer. Et si vous voulez un endroit à 1.500, eh bien voilà il vous reste 1.000 à payer.

Vous disiez aussi enseignement et santé gratuits?

Oui, et on peut aussi par exemple rendre les trams gratuits. C'est d'ailleurs ce que des chercheurs anglais ont proposé: si on rend les trams

gratuits, on devra alors mettre moins d'argent pour entretenir les routes, des parkings ou des parcmètres.

Il faudra toujours des routes et des parcmètres...

Oui, mais une route de quatre ou huit voies, ce n'est pas pareil.

Le mot "gratuité" est trompeur. Il y a toujours quelqu'un qui paie, non?

Ce n'est pas vrai! C'est une confusion que font souvent les gens qui n'ont pas de grandes connaissances en économie et en finance.

Mais un service, soit le contribuable le paie, soit c'est l'utilisateur.

Non, pas nécessairement. Moi, ce que j'ai proposé, c'est ce qu'on appelle maintenant la taxe robot. Au MR, Georges-Louis Bouchez a même repris mon idée. Benoît Hamon en France aussi. Une taxe sur l'outil, ça a existé en Belgique. Et tout le monde crie quand on parle de la remettre en place.

Ce n'est pas avec une taxe robot qu'on va financer la gratuité...

Mais bien sûr que si! L'University College de Londres a fait le calcul pour la gratuité: c'est 2 % du PIB pour le logement et tout ce que je viens de vous dire. Le revenu universel, c'est 13 %, soit 6 fois plus! Ça ne coûte rien, la gratuité sur l'indispensable, il faut bien se le dire!

Pour Philippe Defeyt, que vous citez, la gratuité intégrale fait perdre leur valeur aux choses.

C'est une vieille superstition de croire que les gens cassent tout ce qui est gratuit. Si le bus était gratuit, il ne serait pas plus dégradé.

Des études montrent que le bus gratuit ne conduit pas à un changement modal...

J'ai aussi vu toutes ces études. J'ai habité à Los Angeles et là c'est tellement bloqué par les bagnoles que les gens réinventent les bus. Je n'ai jamais pris ma voiture là-bas. Certes, des gens préféreront toujours être derrière un volant plutôt qu'assis dans un bus. Mais on peut quand même regarder de manière réaliste ce qu'on peut faire maintenant. D'autant qu'on a des contraintes extérieures, il faut réduire la pollution.

Et la taxe robot financerait tout?

J'ai tout un système. Je n'ai pas juste que la gratuité. Cela se trouve dans un petit volume qui s'appelle *Vers un nouveau monde*. Il y a des tas de choses à changer. Il faut inscrire l'État-providence dans la Constitution. Il faut aussi un système où il n'y ait pas d'évasion fiscale massive, où l'argent est présent. Il y a tout un programme de reconstruction de la zone euro et de l'Union européenne. Tout va ensemble.

Quels changements sur notre société provoquerait votre système de gratuité?

Quand j'avais 6 ans, en 1952, on avait des livres montrant le monde en l'an 2000. Et le monde en l'an 2000, c'était essentiellement un monde de loisirs. Les gens faisaient des tas de choses. Ils allaient à la pêche avec leurs petits-enfants, se promenaient, allaient au musée, etc. On a oublié ça. On nous dit aujourd'hui que nous vivons dans un monde d'une telle pauvreté qu'il n'y a plus d'argent, etc. Plus d'argent! Alors que 87 % de la croissance est allée l'an passé au 1 % de plus riches! On n'a plus assez d'argent dans un monde où huit personnes possèdent autant de ressources que la moitié de l'humanité! Moi, je vous dis que ce qu'on pensait pour l'an 2000, ce n'est pas utopique. On aurait du temps et on ne devrait pas courir toute la journée d'un côté à l'autre. Le seul problème, ce serait encore le tourisme de masse qui détruit tout...

Dans votre système, la gratuité contribue à éviter des maladies, à améliorer le marché du travail?

Bien sûr! La pauvreté coûte très cher. C'est bon pour tout le monde que les pauvres se réveillent de meilleure humeur. Qu'est-ce que ça donne, une population grognonne? Ça fait monter le populisme et ça rend la gestion de la société beaucoup plus difficile pour tout le monde. ✖

**On manquerait d'argent?
87 % de la croissance
est allée l'an passé au 1 %
de plus riches!**